

Bulletin d'histoire politique

Les « Bomarcs » de l'Oncle Sam et la chute du gouvernement Diefenbaker

François Fournier



Volume 8, Number 1, Fall 1999

Instantanés de la vie politique aux États-Unis

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1060382ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1060382ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Fournier, F. (1999). Les « Bomarcs » de l'Oncle Sam et la chute du gouvernement Diefenbaker. *Bulletin d'histoire politique*, 8(1), 47–60.
<https://doi.org/10.7202/1060382ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1999

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Les «Bomarc» de l'Oncle Sam et la chute du gouvernement Diefenbaker



François Fournier
candidat au doctorat en histoire
UQAM

Après la Seconde Guerre mondiale, alors que la guerre froide se déploie, les États-Unis et le Canada établissent pour la première fois une alliance défensive afin de fortifier efficacement l'espace nord-américain contre la menace soviétique. Les deux partenaires cultivent cependant deux visions très différentes de la guerre froide. De plus, la contribution que chacun peut apporter à la défense continentale est largement disproportionnée d'un côté et de l'autre du 49^e parallèle. Les États-Unis, grâce à leur puissance, réussissent à s'imposer à tous les niveaux des relations canado-américaines. Quant au Canada, il doit se réfugier dans une attitude défensive et de méfiance vis-à-vis de son voisin du sud. Sachant pertinemment qu'il doit se fier en grande partie aux États-Unis pour assurer sa propre défense et qu'il ne peut éviter, à long terme, la continentalisation des systèmes de défense américains, le Canada s'emploie naturellement à tenter de limiter le plus possible les atteintes américaines à la souveraineté canadienne.

En 1957, une vague nationaliste au Canada porte au pouvoir le parti Progressiste-conservateur et son chef, John G. Diefenbaker. Tout est alors en place pour que survienne une crise majeure dans les relations canado-américaines. Celle-ci se matérialise autour de la question des missiles Bomarc. Entraînant un vaste débat sur les armes nucléaires au Canada, la crise culmine ultimement sur la chute du gouvernement de Diefenbaker.

Les origines de la crise: continentalisation des systèmes de défense américains et dépendance canadienne

La continentalisation des systèmes de défense américains s'accélère brusquement suite à un rapport préparé par le Comité Consultatif sur la Science («Science Advisory Committee») des États-Unis en 1955. Les experts du comité recommandent alors au Président Dwight D. Eisenhower le renforcement substantiel des systèmes de défense américains ainsi que la mise en place d'une défense continentale efficace. Ils recommandent également d'adopter les ogives nucléaires comme principal armement de la défense

aérienne américaine¹. Afin d'appliquer cette recommandation, le comité conseille, entre autres, de développer et de déployer, dans les plus brefs délais, une quantité considérable d'armes nucléaires procurant ainsi aux États-Unis une force de frappe massive. Il suggère aussi d'entreprendre des négociations avec le Canada afin que les forces défensives américaines aient le plein pouvoir d'utiliser, sur-le-champ si nécessaire, des ogives nucléaires au-dessus du territoire canadien².

À la suite de ce rapport, les États-Unis pressent la formation d'un commandement conjoint visant à assurer la défense mutuelle de l'espace aérien nord-américain. Les négociations aboutissent, en 1957, à l'union officielle des forces aériennes du Canada (*Royal Canadian Air Force*) et des États-Unis (*United States Air Force*) sous l'égide de NORAD (*North American Air Defense Command*). De plus, Washington s'emploie désormais à développer des intercepteurs pouvant être armés d'armes nucléaires et à déployer, le long de la frontière canado-américaine, des escadrons de missiles à ogives nucléaires, les Bomarc.

L'urgence de renforcer la défense nord-américaine se fait de plus en plus sentir, à la fin des années 1950, alors que les stratèges canadiens et américains estiment que l'URSS serait déjà en mesure d'attaquer l'Amérique du Nord avec des bombardiers supersoniques armés de bombes atomiques. À la lumière de ces pronostics, il devient impératif, tant pour les États-Unis que pour le Canada, de se munir d'armes efficaces et appropriées afin de respecter les engagements mutuels contractés sous NORAD et de contrer une éventuelle menace de bombardiers soviétiques³.

Le problème est toutefois beaucoup plus criant pour le Canada, étant donné le peu de moyens dont il dispose. Ainsi, afin de remplacer ses désuets intercepteurs CF-100, Ottawa charge la compagnie A. V. Roe Ltd de concevoir et de produire un appareil «sur mesure» pour la RCAF. L'intercepteur supersonique qu'elle produit, le Avro Arrow CF-105 est, à la fin des années 1950, un pur chef d'œuvre à la fine pointe de la technologie. Cependant, les critiques se multiplient rapidement. De plus en plus de gens dénoncent les coûts élevés du projet Arrow et craignent qu'avec les délais annoncés (la sortie du CF-105 est alors repoussée à 1961), l'avion ne soit périmé dès sa mise en circulation. En effet, les tests de missiles intercontinentaux (ICBM) soviétiques en août 1957 et le lancement, par l'URSS, du Spoutnik 1 le 4 octobre de la même année, obligent le Canada, comme les États-Unis, à revoir leurs politiques de défense. Dès son arrivée au pouvoir, Diefenbaker doit réévaluer l'efficacité d'un intercepteur comme l'Arrow face à la menace des ICBM. Devant ces nouvelles données et les coûts très élevés de la production des CF-105, le projet Arrow atteint un seuil critique.

Afin d'abaisser les coûts de l'appareil, le gouvernement Diefenbaker tente vainement d'intéresser la Grande-Bretagne à l'Arrow. Devant le refus britannique, Ottawa se tourne vers les États-Unis. En août 1958, les délégations des ministres de la Défense des deux pays se rencontrent. Les Américains font comprendre à leurs homologues canadiens qu'ils ne sont nullement intéressés par l'Arrow et qu'ils préfèrent développer leur propre intercepteur, le F-108. Ils soutiennent même que le Canada n'a pas besoin de l'Arrow. Étant donné la nouvelle menace des ICBM, des escadrons de missiles Bomarc seraient, à leur avis, beaucoup moins coûteux et bien plus efficaces. La délégation américaine propose donc aux Canadiens de leur vendre des ensembles Bomarc-SAGE (*Semi-Automatic Ground Environment*)⁴. Le Bomarc est un missile antiaérien terre-air conçu pour fonctionner en conjonction avec le système de radars et de guidage électronique SAGE. Aucune ogive explosive conventionnelle n'ayant été conçue pour les missiles Bomarc «B» proposés au Canada par la délégation américaine, ceux-ci doivent obligatoirement être munis d'une ogive nucléaire pour être opérationnels, contrairement à ce que prétendra longtemps Diefenbaker⁵.

La proposition américaine est en fait une menace claire: si le Canada refuse les Bomarc, les États-Unis en placeront un escadron tout juste au sud des Grands-Lacs⁶. Pour les Canadiens, une telle situation est inacceptable, car si ces Bomarc devaient être utilisés, le combat nucléaire aérien se déroulerait au-dessus des régions très peuplées de Toronto, de Montréal et de la capitale nationale, Ottawa. Par contre, si le Canada accepte les Bomarc, ceux-ci seront localisés dans des régions moins peuplées au nord des Grands Lacs (une base sera établie à North Bay, en Ontario et une autre à La Macaza au Québec). C'est, pour le Canada, le seul avantage qu'il peut retirer de la proposition américaine. Pour les États-Unis, l'installation de Bomarc au Canada présente deux avantages. D'abord, leurs bases se retrouveraient en territoire plus isolé. De plus, si un combat aérien devait survenir, il se déroulerait à bonne distance de la frontière américaine.

Lors de cette rencontre, la proposition concernant les Bomarc est déjà approuvée par le gouvernement américain. Il ne manque que l'accord de Diefenbaker. La proposition américaine comporte deux choix. Dans le premier cas, les États-Unis proposent d'installer, en sol canadien, des bases de Bomarc qui seront opérées et contrôlées par du personnel militaire américain. Dans le second cas, on propose de vendre les missiles au Canada selon un arrangement mutuellement satisfaisant du partage des coûts.⁷

Le mois suivant, Diefenbaker annonce l'abandon du projet CF-105 Avro Arrow et le remplacement des intercepteurs par des missiles américains Bomarc et l'équipement de commande et de calcul électronique SAGE⁸.

Après un débat de plusieurs mois, Diefenbaker annule officiellement et définitivement le projet Arrow le 20 février 1959.

Cette décision plonge Diefenbaker dans l'eau bouillante. Celui-ci bafouille considérablement au sujet de l'acquisition des Bomarcs et il tente de justifier l'annulation du projet Arrow en invoquant le coût trop élevé du projet, mais surtout en affirmant que le CF-105 n'est plus nécessaire, puisque inefficace contre les ICBM. Évidemment, cet argument est vide de sens. D'abord, les Bomarcs, qui sont censés remplacer l'Arrow, sont également inefficaces contre les ICBM⁹, contrairement à ce que prétend Diefenbaker¹⁰. De plus, comme l'avenir le dira, la menace des missiles intercontinentaux n'efface pas celle des bombardiers pilotés, donc le besoin d'un intercepteur efficace. Mais surtout, les Bomarcs apparaissent rapidement comme une arme techniquement douteuse et à l'efficacité discutable¹¹.

La décision de doter le Canada d'escadrons de Bomarcs n'en est pas une facile à prendre pour Diefenbaker puisqu'elle soulève le délicat débat au sujet de l'acquisition d'armes nucléaires. En effet, une fois qu'il eut accepté d'acquérir les Bomarcs américains, la pression se fait très forte sur Diefenbaker pour qu'il les arme d'ogives nucléaires afin de les rendre opérationnels.

Des armes nucléaires américaines au Canada? Le débat s'engage

Au Canada, le débat autour des armes nucléaires devient rapidement l'une des plus grandes controverses de l'histoire du pays¹². D'abord, de plus en plus de Canadiens se demandent si les armes nucléaires sont vraiment utiles, étant donné la nature du rôle militaire joué par le Canada. De plus, certains remettent grandement en question la qualité de l'équipement acquis par le Canada. Évidemment, le débat soulève également, au Canada, des craintes quant à la possibilité de préserver la souveraineté canadienne tout en acceptant des ogives nucléaires américaines, sous contrôle américain, mais en sol canadien. Pour d'autres, le problème des armes nucléaires est d'abord et avant tout moral. Quant au gouvernement Diefenbaker, il craint l'expansion des nations nucléaires et évalue que si le Canada joint leur rang, il perdra toute possibilité de promouvoir de façon crédible le désarmement, principale préoccupation du Premier ministre et de son ministre des Affaires étrangères, Howard Green, en matière de politique étrangère¹³.

Le Canada acquiert pourtant des États-Unis, pour la défense continentale, des missiles Bomarcs «B» en 1958 et des intercepteurs F101B «Voodoo» en 1961. Pour ses troupes en Europe, sous le commandement de l'OTAN, le Canada se procure également des Américains des missiles Honest John en 1960 et des avions de combat F104 «Starfighter» en 1961. Tous ces missiles et intercepteurs doivent être armés d'ogives nucléaires pour atteindre leur pleine efficacité. Bien que ne s'étant jamais engagé formellement et par écrit

à acquérir les ogives nucléaires, le Canada doit, en 1961, se pencher sur la question, son armement étant passablement inefficace sans les têtes nucléaires.

Tout au long du débat sur les armes nucléaires, l'attitude de Diefenbaker demeure pour le moins ambiguë. D'abord, il fait l'acquisition de Bomarcs «B» et affirme même qu'une étude conjointe avec les États-Unis est en cours afin d'acquérir les ogives nucléaires destinées à ces missiles¹⁴. En d'autres temps, par contre, Diefenbaker ou ses ministres condamnent les essais nucléaires¹⁵ et affirment que le Canada n'a pas l'intention de conclure un accord dans un futur immédiat en vue d'acquérir un tel armement¹⁶. Pourtant, le 9 novembre 1959, le ministre de la Défense, George Pearkes, avait bel et bien déclaré que des ogives nucléaires seraient entreposées aux bases de Bomarcs canadiennes dès 1961¹⁷.

Le contrôle des ogives nucléaires américaines en sol canadien représente un autre volet important du débat. En effet, les lois américaines n'accordent aucun contrôle, même partiel, au Canada sur les missiles américains déployés sur son territoire¹⁸, ce qui n'est pas sans préoccuper grandement Ottawa. Accepter des armes nucléaires américaines, sous contrôle américain, mais en territoire canadien, serait donner beaucoup trop de pouvoir à Washington sur le Canada. Ainsi, cette situation freine davantage la progression des négociations. Une certaine ouverture dans le dossier se présente en juillet 1960 lorsque le Secrétaire américain de la Défense, M. McElroy, en visite à Ottawa, affirme qu'un contrôle conjoint des armes nucléaires américaines en territoire canadien pourrait être envisagé, bien que la décision d'employer ou non ces armes restera toujours entre les seules mains du Président américain¹⁹.

J. F. K.: une politique plus «active» envers le Canada

Lorsque John F. Kennedy arrive à la Maison-Blanche, en 1961, il fait du dossier de l'acquisition, par le Canada, d'armes nucléaires américaines et de l'entreposage de ces dernières sur son territoire, sa principale préoccupation en matière de défense continentale.

Le Département d'État américain réitère d'ailleurs à Kennedy l'importance de la question pour la sécurité nationale américaine. Les États-Unis ont besoin d'un accès facile à l'espace aérien canadien, de bases américaines au Canada et de la contribution des Forces armées canadiennes. En temps de crise, la perte ou la diminution du contrôle américain sur ces trois aspects de la défense serait intolérable pour les États-Unis. Ainsi, les principaux objectifs de Washington s'établissent comme suit: d'abord, le Président doit conclure un accord pour que le Canada accepte d'acquérir des ogives nucléaires américaines pour les Bomarcs et la RCAF. À ce sujet, les États-Unis sont intéressés à négocier un accord pour un contrôle conjoint de ces armes.

Ensuite, Washington doit obtenir l'autorisation de pouvoir entreposer des armes nucléaires sur les bases américaines en sol canadien «to gain advantage of Canada's proximity to the most likely source of hostile action against North America»²⁰.

À Ottawa, Diefenbaker donne l'impression à Washington qu'il est sur le point de prendre une décision et que celle-ci sera en faveur de l'acquisition des ogives nucléaires. C'est du moins ce que les Américains ont conclu des propos du Premier ministre lors de ses rencontres avec le Président Kennedy au début de 1961. Toutefois, la décision de Diefenbaker tarde à venir. En septembre 1961, les bases canadiennes de Bomarc sont presque prêtes. De plus, l'URSS a rompu le moratoire sur les essais nucléaires, paralysant ainsi le processus international de désarmement. Finalement, la crise de Berlin, en août 1961, a démontré une fois encore l'importance de la menace soviétique et l'urgence d'établir une défense continentale efficace. Ainsi, le 20 septembre 1961, Kennedy, qui s'impatiente de plus en plus²¹, téléphone à Diefenbaker pour l'encourager à prendre une décision le plus rapidement possible²².

L'annonce d'élections fédérales au Canada pour le printemps 1962 ralentit cependant une fois de plus les négociations. Espérant trouver le moyen de convaincre Diefenbaker de prendre rapidement une décision, Washington décide d'augmenter la pression sur le Premier ministre canadien. La conjoncture lui est d'ailleurs favorable. D'abord, le Parti libéral modifie peu à peu sa position face aux armes nucléaires, en faveur des intérêts américains. L'Opposition exercera donc bientôt une plus grande pression sur Diefenbaker et Howard Green. De plus, le cabinet de Diefenbaker est fortement divisé sur la question du nucléaire. Green, qui exerce énormément d'influence sur le Premier ministre, est farouchement contre l'acquisition d'ogives nucléaires²³. Le ministre de la Défense, Douglas Harkness, est quant à lui tout à fait favorable²⁴. Il considère de plus que la question doit être réglée rapidement, puisque le Canada est vulnérable, son armement étant largement inefficace sans les têtes nucléaires²⁵. Deux clans se forment donc au sein du cabinet ministériel. Quant à l'opinion publique au Canada, elle est, en 1961, généralement contre les armes nucléaires et il faut trouver un moyen pour la modifier. Or, les rapports de l'ambassade américaine à Ottawa confirment la popularité de Kennedy au nord du 49^e parallèle²⁶. Washington mise donc sur cette sympathie des Canadiens pour le jeune Président.

Afin de bousculer les événements tout en ménageant les susceptibilités canadiennes, les officiels américains décident d'agir par l'intermédiaire de l'OTAN et de NORAD²⁷. Ainsi, au début de 1962, une première campagne de «relations publiques» se déploie au Canada. Officiellement, elle n'est pas orchestrée par Washington, mais plutôt par un officier supérieur de la RCAF, le lieutenant-colonel Bill Lee. Celui-ci a cependant le support entier de ses

supérieurs et l'aide de diplomates américains en poste au Canada²⁸. Divers représentants de NORAD courtisent quant à eux des journalistes, des professeurs, des hommes d'affaires, bref, tous ceux qui peuvent avoir une influence significative sur l'opinion publique canadienne, et les bombardent d'arguments pro-nucléaires²⁹.

En février 1962, c'est Diefenbaker lui-même qui déclenche une crise diplomatique en affirmant qu'en cas d'urgence, les ogives nucléaires entreposées aux États-Unis, près de la frontière canado-américaine, pourraient être transportées au Canada et installées sur les Bomarcs et les roquettes des intercepteurs en moins d'une heure. Les officiels américains s'insurgent contre ces propos du Premier ministre canadien³⁰. D'abord, selon le Pentagone, il faudrait au moins quinze heures pour transporter les ogives au Canada et armer les Bomarcs et les intercepteurs. De plus, il n'existe aucun accord à ce sujet entre le Canada et les États-Unis³¹. Diefenbaker prétend également qu'il serait prêt à considérer un contrôle conjoint des armes nucléaires, mais que celui-ci est impossible en vertu des lois américaines.

Washington est renversé par les propos du Premier ministre. Le Secrétaire d'État américain, Dean Rusk, réplique publiquement à Diefenbaker lors d'une conférence de presse le 1^{er} mars 1962. La déclaration de Rusk laisse sous-entendre que Diefenbaker ment au public, ou du moins, qu'il déforme la réalité. De plus, Rusk annonce publiquement que Washington est prêt à négocier un contrôle conjoint des armes nucléaires et qu'un tel accord, entre le Canada et les États-Unis, n'entraînerait pas une prolifération des «nations nucléaires» et ne serait donc pas incompatible avec les efforts de désarmement du gouvernement canadien³². Ce faisant, Washington retire de précieux arguments à Diefenbaker et à Green. La portée du geste de Rusk est énorme. D'abord, en temps normal, Washington aurait corrigé les propos de Diefenbaker discrètement, par les voies diplomatiques habituelles. Or, en procédant plutôt par une déclaration publique, le Département d'État américain sert, en quelque sorte, une gifle magistrale au Premier ministre canadien.

À la suite de la campagne de «relations publiques» du lieutenant-colonel Lee et de NORAD, ainsi que de la déclaration de Rusk, l'opinion publique canadienne commence à se modifier. Au mois de mars, Lester B. Pearson fait également un pas de plus vers le changement de la position libérale en matière d'armement nucléaire. Il attaque vivement Diefenbaker qui, selon lui, n'honore pas les engagements contractés par le Canada auprès des États-Unis³³.

La «visite des États»...

Le 18 juin 1962, les élections fédérales canadiennes reportent Diefenbaker au pouvoir, mais avec un gouvernement minoritaire et de plus en plus divisé sur la question des armes nucléaires. Discrètement, le ministre de la Défense, Douglas Harkness, tente de rallier les membres du cabinet à sa position. Selon lui, le Canada s'est engagé auprès des États-Unis, la plupart des Canadiens approuveraient l'acquisition des ogives nucléaires et, finalement, les Bombarcs et les intercepteurs ne sont pas inutiles puisque la plus grande menace demeure les bombardiers soviétiques et non les missiles intercontinentaux (ICBM) ³⁴.

La crise des missiles de Cuba, à la fin octobre 1962 ³⁵, contribue à faire basculer l'opinion publique canadienne en faveur de l'acquisition des armes nucléaires ³⁶. Devant la pression publique, le cabinet de Diefenbaker adopte unanimement, le 30 octobre 1962, une résolution demandant la réouverture des discussions avec Washington. Cependant, Diefenbaker et Green cherchent encore à gagner du temps et leurs propositions, irréalistes et inefficaces, mènent rapidement les négociations à une impasse et Washington renonce à conclure une entente avec Diefenbaker. Comme le soulignait le général Foulkes, ancien chef d'état-major canadien: «[...] our allies would have preferred a clear refusal of nuclear warheads to indefinite procrastination» ³⁷.

À la fin de 1962, Washington décide d'accroître encore davantage la pression extérieure sur Diefenbaker, sachant pertinemment que le cabinet ministériel est fortement divisé sur la question, que l'opinion publique est de plus en plus favorable à l'acquisition des ogives nucléaires et que l'effritement du support politique à Diefenbaker s'accélère continuellement. Le 2 janvier 1963, Kennedy annonce, avec une allusion claire au Canada, qu'il exercera désormais un rôle de leadership plus fort à la tête de l'alliance occidentale, même au risque d'offenser certains alliés plus sensibles. C'est, selon lui, une des leçons qu'il a retenues de la crise des missiles de Cuba ³⁸.

Le lendemain, le général américain Lauris Norstad, commandant en chef de l'OTAN depuis sept ans, effectue une visite à Ottawa, prétextant une tournée d'adieu avant sa retraite. La conférence de presse de Norstad tourne en véritable débat sur la question du nucléaire. Le général affirme, entre autres, que le Canada ne remplit pas ses engagements au sein de l'OTAN en refusant les armes nucléaires. Il rassure également les gens en soulignant l'efficacité du contrôle conjoint des ogives nucléaires américaines entreposées sous le commandement de l'OTAN. Finalement, il encourage la conclusion rapide d'un accord bilatéral entre le Canada et les États-Unis, sans lequel accord, les forces canadiennes de l'OTAN ne peuvent être équipées d'armes

nucléaires, même en situation de crise, et ne peuvent être entraînées aux tactiques nucléaires³⁹.

À peine quelques jours plus tard, c'est au tour du commandant en chef de NORAD, le général John Gerhart, de visiter la base de Bomarcs de North Bay. En conférence de presse, il déclare que l'absence d'ogives nucléaires pour les Bomarcs «canadiens» représente une «fissure dans le bouclier polaire nord-américain.»⁴⁰ Officiellement, Washington n'est pas impliqué dans ces deux visites. Toutefois, à la suite de celles-ci, le vent tourne définitivement en faveur des intérêts américains au Canada et les événements se précipitent. L'Opposition libérale, Pearson en tête, affirme maintenant que le Canada s'est engagé auprès de l'OTAN et de NORAD à acquérir les armes nucléaires et qu'il doit respecter cet engagement. Quant au parti Progressiste-conservateur, il est dramatiquement divisé. Au congrès du parti, à la mi-janvier 1963, Green et Diefenbaker réussissent à convaincre les membres qu'ils ont besoin de plus de temps. On leur accorde jusqu'à décembre 1963⁴¹.

La chute du gouvernement Diefenbaker

À la fin de janvier 1963, Diefenbaker tient des propos devant la Chambre des communes qui précipitent sa chute. Lors des débats, il s'étend sur la rencontre de Nassau à laquelle il a assisté et sur l'accord, portant sur les armements conventionnels, qui y fut conclu entre Kennedy et le Premier ministre britannique. Diefenbaker dévoile alors des détails confidentiels et secrets de l'accord. De plus, il interprète et dénature considérablement celui-ci en affirmant qu'il est l'aveu même, de la part de Kennedy, qu'il faut limiter l'élargissement du club des nations nucléaires et mettre désormais l'accent sur les armes conventionnelles plutôt que nucléaires⁴².

Les réactions aux propos de Diefenbaker ne tardent pas. Son propre ministre de la Défense est le premier à dénoncer vigoureusement cette interprétation de l'accord de Nassau. Le cabinet, quant à lui, rédige un rapport prouvant l'engagement canadien envers les États-Unis et demande à Diefenbaker d'accepter les ogives nucléaires⁴³. La dénonciation la plus violente vient cependant de Washington, qui pose un geste sans précédent. Le 30 janvier, un communiqué de presse est émis par le Département d'État. Le texte clarifie la situation au sujet de l'accord de Nassau et des négociations entre le Canada et les États-Unis concernant les armes nucléaires. Mais surtout, il met nettement en lumière que le Premier ministre Diefenbaker s'est engagé, par l'acquisition des Bomarcs «B», des «Voodoos», des «Starfighters» et des Honest Johns, à acquérir les ogives nucléaires les rendant opérationnels. Il précise également que la menace des bombardiers soviétiques est toujours présente et qu'une défense continentale commune et

solide est nécessaire. Les États-Unis, affirme le communiqué, sont prêts à établir un contrôle conjoint des ogives nucléaires pour le Canada qui serait entièrement compatible avec la souveraineté nationale canadienne⁴⁴.

Dans son essence, le communiqué de presse du Département d'État contredit largement les propos tenus par Diefenbaker sur de nombreux points, dont la question des armes nucléaires, le statut des négociations entre le Canada et les États-Unis et la signification de l'accord de Nassau. Ce faisant, le Premier ministre apparaît, devant le public canadien, comme un homme qui leur a considérablement menti, depuis des années, sur des questions vitales pour la sécurité canadienne: «The reporters were stunned as they heard it, hardly believing their ears at such a blunt attack on the leader of a friendly neighbouring nation»⁴⁵. En fait, que cela ait été voulu ou non, le geste posé par le Département d'État américain précipite la chute du gouvernement Diefenbaker.

Spontanément, le Premier ministre canadien s'insurge évidemment contre l'attitude de Washington et dénonce, à la Chambre des Communes, l'intrusion américaine dans les affaires internes du Canada⁴⁶. Mais surtout, Diefenbaker croit que le geste du Département d'État lui offre, sur un plateau d'argent, l'objet de sa réélection. Il annonce donc à son cabinet son désir de déclencher immédiatement des élections et de mener une campagne à saveur anti-américaine, ce que le cabinet lui déconseille fortement⁴⁷. Les jours qui suivent donnent d'ailleurs raison au cabinet, puisque la controverse autour du communiqué du Département d'État s'estompe rapidement pour plutôt laisser resurgir les critiques envers l'indécision de Diefenbaker et le non respect des engagements qu'il a contractés⁴⁸.

Ne pouvant plus accepter la position de Diefenbaker sur les armes nucléaires, le ministre de la Défense, Douglas Harkness, remet sa démission le 4 février 1963⁴⁹. Le lendemain, une motion de non confiance, déposée par les Libéraux, est adoptée par la Chambre des Communes⁵⁰ et de nouvelles élections sont annoncées. L'entêtement de Diefenbaker à mener une campagne anti-américaine provoque la démission de plusieurs ministres de son cabinet. Au terme de la campagne, les libéraux de Lester B. Pearson défont, en avril 1963, les Conservateurs de John G. Diefenbaker et forment le nouveau gouvernement.

Le gouvernement minoritaire de Pearson, jugé beaucoup plus «coopératif» par Washington⁵¹, aura tôt fait d'apaiser les tensions concernant la défense continentale entre les deux pays. Au début du mois de mai 1963, le Premier ministre libéral rencontre le Président Kennedy à sa résidence de Hyannis Port et annonce l'intention de son gouvernement d'entreprendre des négociations avec Washington en vue d'honorer les engagements contractés par le Canada envers l'OTAN et NORAD. Le 16 août suivant,

Pearson annonce qu'il a conclu un accord avec Washington. Le Canada acquiert les ogives nucléaires américaines, sous contrôle conjoint avec les États-Unis, pour les Bomarcs «B», les intercepteurs «Voodoos», les missiles Honest Johns et les avions de combat «Starfighters»⁵².

Le «suicide assisté» de Diefenbaker

La crise des missiles Bomarcs a soulevé, au Canada, un vaste débat dans lequel s'est enlisé le Premier ministre canadien John G. Diefenbaker. Déchiré entre son nationalisme et la dure réalité de l'incapacité du Canada à assurer sa propre défense face à la menace communiste, le chef conservateur a tenté de réaliser l'impossible, c'est-à-dire freiner la continentalisation des systèmes de défense américains tout en continuant de profiter de la sécurité procurée par l'alliance avec les États-Unis.

Pour les États-Unis, le Canada représentait avant tout un vaste espace trop peu défendu et dangereusement vulnérable à une éventuelle attaque soviétique, ce qui était tout à fait inacceptable. Afin d'assurer sa propre sécurité nationale en protégeant l'accès nordique à son territoire, Washington s'est donc assuré un contrôle efficace de la défense continentale, de ses stratégies, de ses effectifs, de sa technologie et de son armement. En plein cœur de la guerre froide, alors que la politique étrangère américaine envers le bloc communiste se durcit de plus en plus, l'éternelle indécision de Diefenbaker est vite apparue, aux yeux des officiels américains, comme un jeu particulièrement dangereux.

Il est évident que la haine profonde et notoire que se vouaient mutuellement Kennedy et Diefenbaker n'est certes pas étrangère à la détérioration des relations canado-américaines entre 1961 et 1963, tout comme l'amitié cultivée entre Pearson et Kennedy a grandement favorisé le règlement rapide de la crise⁵³. Mais il nous apparaît juste de croire que le chef conservateur, par son attitude même dans tout le dossier de la défense continentale, s'est lui-même acculé au bord du précipice. La chute de son gouvernement pourrait donc être qualifiée de «suicide assisté», puisque Washington, bien que n'étant pas seul responsable de ce dénouement, a quand même habilement su apporter sa contribution discrète, calculée et extrêmement efficace pour «achever» Diefenbaker.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. «Report by the Technological Capabilities Panel of the Science Advisory Committee, Washington, February 14, 1955», in U.S. Department of State, «National Security Policy». *Foreign Relations of the United States: 1955-1957*, Volume XIX, Washington D.C., Department of State, Bureau of Public Affairs, 1990, p 43- 47.

2. *Ibid.*, p. 49.
3. *Ibid.*, p. 61
4. Jon B. McLin, *Canada's Changing Defense Policy: 1957-1963*, Baltimore, John Hopkins Press, 1967, p. 73-74.
5. U.S. Department of State, «U.S. State Department Press Release on U.S. and Canadian Negotiations Regarding Nuclear Weapons», *U.S. Department of State Bulletin*, Volume XLVIII, Washington D.C., Department of State, Bureau of Public Affairs, 18 février 1963, p. 243-244.
6. *Ibid.*, p. 86-87.
7. McLin, *op. cit.*, p. 87.
8. «Projectiles "Bomarc" pour le Canada: la construction de l'intercepteur Arrow serait abandonnée», *La Presse* (Montréal), 24 septembre 1958, p. 1 et 12.
9. Canada, Parlement, Chambre des Communes, 1960, *Débats de la Chambre des Communes*, Volume III, 1960, Ottawa, Imprimeur de la Reine, p. 2618.
10. Canada, Parlement, Chambre des Communes, 1959, *Débats de la Chambre des Communes*, Volume II, 1959, Ottawa, Imprimeur de la Reine, p. 1279-1280.
11. Canada, Parlement, Chambre des Communes, 1960, *Débats de la Chambre des Communes*, Volume I, 1960, Ottawa, Imprimeur de la Reine, p. 575-576.
12. Peyton V. Lyon, *Canada in World Affairs: 1961-1963*, Toronto, Oxford University Press, 1968, p. 76.
13. JFK Library, P.O.F., 113, 9, Canada, Security, JFK Trip to Ottawa 5/61 (B), doc. 4, Trends in Canadian Foreign Policy, 2 mai 1961, p. 8.
14. Canada, Parlement, Chambre des Communes, 1959, *Débats de la Chambre des Communes*, Volume II, 1959, Ottawa, Imprimeur de la Reine, p. 1281.
15. Canada, Parlement, Chambre des Communes, 1960, *Débats de la Chambre des Communes*, Volume I, 1960, Ottawa, Imprimeur de la Reine, p. 912.
16. Trevor Lloyd, *Canada in World Affairs: 1957-1959*, Toronto, Oxford University Press, 1968, p. 54.
17. «Sous contrôle canado-américain: des ogives nucléaires seront entreposées au Canada en 1961», *La Presse* (Montréal), 10 novembre 1959, p. 1 et «Des ogives nucléaires au Canada», *Le Devoir* (Montréal), 11 novembre 1959, p. 1 et 8.
18. Richard A. Preston, *Canada in World Affairs: 1959-1961*, Toronto, Oxford University Press, 1965, p. 63.
19. Preston, *op. cit.*, p. 67.
20. JFK Library, P.O.F., 113, 4, Canada, Security, 1961, doc. 2a, Rusk à Kennedy, 17 février 1961, p. 4 à 6.
21. JFK Library, N.S.F., 18, Canada, 10/61-1/62, doc. 16a, transcription de conversation entre Merchant et Kennedy, 10 novembre 1961.
22. JFK Library, N.S.F., 18, Canada, General, 6/61-9/61, doc. 21, Ambassade américaine

d'Ottawa à Rusk, 21 septembre 1961.

23. JFK Library, P.O.F., 113, 4, Canada, Security, 1961, doc. 2a, Rusk à Kennedy, 17 février 1961, p. 6.

24. JFK Library, P.O.F., 113, 9, Canada, Security, JFK Trip to Ottawa 5/61 (B), doc. 12, Continental Defense: Background Paper, 4 mai 1961, p. 1.

25. Canada, Parlement, Chambre des Communes, 1961, *Débats de la Chambre des Communes*, Volume VIII, 1960-1961, Ottawa, Imprimeur de la Reine, p. 8722-8746.

26. JFK Library, N.S.F., 18, Canada, General, 5/15/61-5/30/61, doc. 9, Merchant à Rusk, 19 mai 1961.

27. JFK Library, N.S.F., 18, Canada, General, 6/61-9/61, doc. 19, Rusk à Merchant, septembre 1961 et P.O.F., 113, 9, Canada Security, JFK Trip to Ottawa 5/61 (B), doc. 4, Trends in Canadian Foreign Policy, 2 mai 1961, p. 8.

28. Knowlton Nash, *Kennedy and Diefenbaker: Fear and Loathing Across the Undefined Border*, Toronto, McClelland & Stewart, 1990, p. 146.

29. *Ibid.*, p. 144-145.

30. JFK Library, N.S.F., 18, Canada, General, 2/62-3/62, doc. 8, Merchant à Rusk, 27 février 1962.

31. Lyon, *op. cit.*, p. 106-108.

32. Tiré d'un texte du *United States Information Service*: «Secretary of State Rusk: Nuclear Weapons and Canada», cité par *Ibid.*, p. 109-110.

33. *Ibid.*, p. 110-112.

34. *Ibid.*, p. 176-177.

35. Les limites de cet article ne nous permettent pas d'aborder le rôle joué par NORAD lors de la crise des missiles de Cuba. Notons toutefois que celle-ci sera grandement responsable de l'élargissement du fossé entre Kennedy et Diefenbaker et du durcissement de la politique américaine à l'endroit du Canada: «The Cuban missile crisis snapped American patience on the unresolved issue of nuclear weapons for Canada.» (John Herd Thompson et Stephen J. Randall, *Canada and the United States: Ambivalent Allies*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1994, p. 225). Devant les hésitations de Diefenbaker, le Président américain mobilise et place en état d'alerte les effectifs de NORAD et ses composantes canadiennes sans même en aviser le Premier ministre canadien. Ce geste, qui va à l'encontre des dispositions de NORAD, confirme alors la mainmise totale de Washington sur la défense continentale. À ce sujet, voir notamment: Peyton V. Lyon, *op.cit.* 555 p.; Knowlton Nash, *op. cit.*, 336 p.; Peter Newman, *Renegade in Power: The Diefenbaker Years*, Toronto, McClelland and Stewart, 1973, 414 p.

36. Lyon, *op. cit.*, p. 89.

37. Lyon, *op. cit.*, p. 116.

38. Nash, *op. cit.*, p. 222.

39. Lyon, *op. cit.*, p. 130-135.

40. Traduction libre de la phrase du général Gerhart: «a chink in the North American polar shield.», cité par Lyon, *op. cit.*, p. 136.
41. Nash, *op. cit.*, p. 230-231.
42. Lyon, *op. cit.*, p. 143-144 et 155-156.
43. Nash, *op. cit.*, p. 234.
44. U.S. Department of State, «United States and Canadian Negotiations Regarding Nuclear Weapons», *Press Release no 59*, Washington D.C., Department of State, Bureau of Public Affairs, 30 janvier 1963.
45. Nash, *op. cit.*, p. 245.
46. Canada, Parlement, Chambre des Communes, 1963, *Débats de la Chambre des Communes*, Volume III, 1962-1963, Ottawa, Imprimeur de la Reine, p. 3445.
47. Lyon, *op. cit.*, p. 177.
48. JFK Library, P.O.F., 113, 3, Canada, General, 1963, doc. 2, Butterworth à Rusk, 2 février 1963.
49. Lyon, *op. cit.*, p. 174.
50. Canada, Parlement, Chambre des Communes, 1963, *Débats de la Chambre des Communes*, Volume III, 1962-1963, Ottawa, Imprimeur de la Reine, p. 3598-3625.
51. JFK Library, N.S.F., 18, Canada, General, 4/1/63-5/3/63, doc. 3, Département d'État à McGeorge Bundy, 11 avril 1963.
52. McLin, *op. cit.*, p. 166-167.
53. À ce sujet, voir notamment Nash, *op. cit.*, 336 p.